



**PRÉFÈTE
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le lundi 24 février 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/01/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ESTIA RESEAUX DE CHALEUR

6 rue des Trézelots
BP 7
54425 PULNOY

Références : 2025_0194
Code AIOT : 0006200472

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/01/2025 dans l'établissement ESTIA RESEAUX DE CHALEUR implanté 28 rue Joseph Florentin 54000 Nancy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ESTIA RESEAUX DE CHALEUR
- 28 rue Joseph Florentin 54000 Nancy
- Code AIOT : 0006200472
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ESTIA RESEAUX DE CHALEUR, dont le siège se situe 6 rue des Trézelots à PULNOY, est autorisée à poursuivre l'exploitation d'une chaufferie urbaine ainsi qu'une installation de cogénération au 28, rue Joseph Florentin à NANCY (54000), par arrêté préfectoral n°2020/1432 du 22 décembre 2020. Elle est autorisée au titre de la rubrique n°3110 de la nomenclature des installations classées.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Modification	Code de l'environnement du 01/01/2024, article II du R. 181-46	Demande d'action corrective	1 mois
2	Contenu de l'étude de dangers	Code de l'environnement du 01/03/2017, article L. 181-25 (partiel)	Demande d'action corrective	1 mois
3	Périodicité du test d'étanchéité des tuyauteries enterrées	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 58-II	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection en objet a porté par sondage sur l'alimentation en gaz naturel de l'établissement.

Les constats faits par l'inspection de l'environnement ont mis en évidence plusieurs non-conformités. En conséquence, il est proposé à Madame le préfet de la Meurthe-et-Moselle un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure afin d'encadrer la régularisation des non-conformités constatées.

Le contexte, les constats et leur analyse sont exposés dans les fiches de constat.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modification

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article II du R. 181-46 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Porter à connaissance
Prescription contrôlée : Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. [...]

<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'Inspection a constaté que les installations de gaz naturel de l'établissement ont été modifiées en 2020 au niveau du poste de livraison de gaz. La modification consiste en la mise en service d'une capacité de diamètre nominal de 800 et de pression de service de 15 bar contenant du gaz naturel. Cette modification n'a pas été portée à la connaissance du préfet par l'exploitant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra régulariser la situation administrative de ses installations, en déposant une demande de modification de celles-ci au titre de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ou en cessant l'exploitation de la capacité de gaz naturel de diamètre nominal 800 et de pression de service 15 bar.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Contenu de l'étude de dangers

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/03/2017, article L. 181-25 (partiel)</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Étude de dangers</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le demandeur fournit une étude de dangers qui précise les risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation.</p> <p>Le contenu de l'étude de dangers doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'étude de dangers de l'exploitant indique que l'établissement n'est pas concerné par un risque lié à la présence de canalisations de transport de matières dangereuses. Or, l'étude de dangers de la société GRDF relative aux canalisations de distribution de gaz à hautes caractéristiques sur le territoire de la commune de Nancy mentionne ces installations dans sa zone d'effets dominos. GRDF a contacté l'exploitant afin de connaître l'impact de ses ouvrages sur l'établissement ICPE. Aucun retour à GRDF sur ce point n'a été fourni par l'exploitant faute d'analyse dans son étude de dangers concernant l'impact sur ces installations d'un accident sur une canalisation de GRDF.</p> <p>En outre, le scénario d'une fuite au niveau de la tuyauterie de gaz naturel de diamètre nominal 80 et de pression de service 16 bar enterrée le long du mur d'enceinte de l'installation n'a pas été étudié par l'exploitant. Cette tuyauterie est à proximité immédiate d'un nouvel immeuble et ne fait pas l'objet d'une protection cathodique.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

L'exploitant devra prendre en compte au sein de son étude de dangers, conformément à l'article L. 181-25 du code de l'environnement, les risques relatifs à : <ul style="list-style-type: none"> • un sur-accident en cas d'effets dominos de la canalisation de distribution de gaz à hautes caractéristiques de GRDF sur les installations de l'exploitant, • la tuyauterie de gaz naturel enterrée de diamètre nominal 80 et de pression de service 16 bar située en périphérie immédiate de la partie sud de l'établissement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Périodicité du test d'étanchéité des tuyauteries enterrées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 58-II
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi des tuyauteries de gaz combustible
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute tuyauterie susceptible de contenir du gaz combustible fait l'objet d'une vérification annuelle d'étanchéité qui est réalisée sous la pression normale de service.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant a déclaré que ses procédures prévoient une vérification annuelle de l'étanchéité au mille-bulles des soudures et des brides des tuyauteries de gaz naturel aériennes. L'inspection note que la procédure ne permet pas de s'assurer que l'étanchéité de la tuyauterie est garantie dans son intégralité. En effet, les points singuliers pouvant faire l'objet d'une fuite (supports, passage muraux, émergences du sol, etc.) ainsi que les parties enterrées des tuyauteries ne sont pas contrôlés.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

Planche photographique associée à la visite d'inspection

N°1 : Modification



Capacité de diamètre nominal 800 et pression de service 15 bar